ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Pourquoi boycotter Israël ?

Cela fait donc 61 ans qu'Israël piétine délibérément le droit international, sans encourir d'autre sanction que celle d'un discours occidental vaguement embarrassé, renvoyant dos à dos les «protagonistes» du conflit. Voilà un pays qui a pu, qui peut, conduire de manière méthodique une politique fondée sur l'annihilation d'un peuple, non pas son anéantissement physique, brutal et massif, bien sûr, mais une politique tendant à rejeter la nation palestinienne dans les limbes en détruisant méthodiquement ses constituants potentiels : sa mémoire, ses vergers, son fichier cadastral, ses leaders, son économie, sans subir le moindre désagrément en retour. Cette politique a été qualifiée de «génocide rampant» par feue Tanya Reinhardt, expression que reprend à son compte, après l'avoir réfutée pour sa «trop grande force», le militant anticolonialiste israélien Michel Warchavski. Le sociologue israélien Baruch Mimmerling parle de «politicide». Son homologue palestinien Salah Abdeljawad préfère l'appeler «sociocide». Alain Joxe propose le mot «démocide», destruction d'un peuple et d'une démocratie, à propos de l'attaque sur Ghaza de décembre 2008-janvier 2009. Il s'appuie sur les faits de destructions d'industries, de centrales de production d'électricité et d'eau, de larges zones agricoles, mais aussi de la destruction symbolique d'enclaves onusiennes, hôpitaux et écoles, pour montrer que l'objectif de cette attaque n'était pas de réduire au silence les lance-roquettes du Hamas mais s'inscrit bel et bien dans le cadre de cette politique délibérée d'étouffement de la nation palestinienne.

En fait, la première phrase de ce texte n'est pas tout à fait exacte. Israël subit effectivement des sanctions. Ainsi, en 1999, il obtient de l'Union européenne la signature d'un accord d'association qui lui permet de bénéficier d'un grand nombre d'avantages normalement dévolus aux Etats membres de l'Union. En 2002, le Parlement européen vote à 60 % la suspension de cet accord, au motif qu'Israël contrevient à son article 2 qui contraint les signataires à un strict respect des droits de l'Homme. Cette résolution n'a jamais été appliquée, la Commission européenne, c'est-à-dire les Etats de l'Europe, ayant choisi de l'ignorer. Le sinistre George W. Bush, dans une néo-déclaration Balfour, avait en son temps déclaré qu'un accord israélo-palestinien devait prendre en compte les réalités du terrain, autrement dit avaliser l'existence des colonies et leur rattachement à Israël. Le 8 décembre 2008, peu avant la récente attaque de Ghaza, les ministres des Affaires étrangères de l'UE décident de procéder au rehaussement de l'accord d'association Israël-UE. Ce rehaussement aurait conféré à Israël un statut quasi identique à celui des autres Etats de l'Union. Le Parlement européen, invoquant le blocus persistant de Ghaza, vote l'ajournement du rehaussement. Encore une fois, les gouvernements décident de passer outre. Toutefois, l'attaque de Ghaza les contraint à le différer en invoquant, non pas l'attaque proprement dite, mais des raisons techniques et une décision prise d'un commun accord avec Israël !

Voici donc le tableau : un Etat oppresseur, acharné à détruire le moindre signe, le moindre symbole de l'identité du peuple qu'il occupe ; les Etats les plus riches, les plus puissants de la planète le soutiennent et lui décernent tous les brevets de respectabilité, de démocratie, de morale…, pervertissant gravement ces idéaux aux yeux de l'opinion mondiale. Ce tableau ressemble beaucoup à celui qu'offrait l'Afrique du Sud avant la chute de l'apartheid, à ceci près que le soutien occidental à ce pays prenait des chemins plus tortueux. Ainsi, pour contourner l'embargo, les marchands de canons occidentaux avaient imaginé de sous-traiter la construction d'avions à l'Afrique du Sud puisqu'on ne pouvait pas les y exporter. La coopération militaire n'a jamais cessé. Sans l'appui de l'Occident, jamais l'Afrique du Sud n'aurait pu constituer une armée aussi forte. Elle le doit en particulier à la France, mais aussi aux Etats-Unis et à… Israël.

Pour briser ce cercle infernal, pour en finir avec le régime de l'apartheid, pour surmonter la volonté des Etats occidentaux de le pérenniser, il a fallu un élan énorme de l'opinion internationale. L'arme du boycott n'a pas seulement mis à genoux le régime sud-africain. Elle a aussi vaincu la puissance occidentale qui a dû se plier à la volonté des peuples.

Cette volonté est présente aujourd'hui. Le monde entier est convaincu de la justesse de la cause palestinienne. Le monde entier a identifié le bourreau et la victime. Le monde entier est convaincu de la duplicité des Etats qui soutiennent Israël, contribuant ainsi à la perpétuation de l'injustice faite aux Palestiniens.

La situation est mûre pour un appel à un boycott global et total, non seulement d'Israël mais des Etats, organisations, entreprises qui collaborent avec lui. Il ne s'agit plus d'appeler à ne boycotter que les produits qui seraient issus des colonies. Il s'agit de boycotter un Etat et ses complices pour en finir avec une injustice vieille de plusieurs décennies. Ce boycott aura la même issue heureuse qu'en Afrique du Sud. Il ne scellera pas seulement le retour à la paix. Il redonnera à la politique internationale un sens. Il redonnera leur lustre aux idéaux de justice, de démocratie, de pluralité sereine, idéaux qu'un discours à géométrie variable a tant galvaudés. Il enverra aux peuples de la terre le signe fort de la possibilité d'un monde à hauteur d'homme.

Brahim Senouci

LE BILLET DE M. BENREBIAI

L'argent n'achète pas tout

Tout le monde court après l'argent dans notre société où il a pris tous les pouvoirs.
Certes, l'argent est indispensable pour vivre au quotidien, mais ceux qui croient qu'il peut tout acheter se bercent d'illusions.
Que peut bien faire l'argent contre le temps qui passe et l'âge que l'on a ou les maladies dont on ne guérit pas ?
Et puis on a vu des gens très riches mais très bêtes car on ne peut acheter l'intelligence ni inventer une pilule pour devenir intelligent.

M. B.

Le recrutement en Algérie, n'est-il pas l'une des causes de la grande harba ?

Quand je me rends à la banque, à la poste, à la mairie, à l'hôtel des finances, Sonelgaz, aux services des eaux, Cnas, opérateur téléphonique et n'importe quelle autre administration, pour une quelconque démarche administrative, je me pose toujours ces deux lancinantes questions : première question : quels sont les critères de recrutement des agents de sécurité et des préposés aux guichets qui sont en contact direct avec les usagers de ces services ?

Seconde question : ces personnes ont-elles des responsables hiérarchiques à qui elles doivent rendre des comptes ?

Pour moi, les critères de recrutement, vu les comportements scandaleux de certains de ces employés zélés, sont les suivants :

a) n'avoir aucune notion de politesse ;

b) être toujours hargneux ;

c) n'ouvrir la bouche que pour invectiver et rabrouer ;

d) considérer toutes les personnes qui viennent sur ces lieux comme des ennemies potentiels à combattre ;

e) profiter du poste que l'on occupe pour rendre service à toutes ses connaissances ;

f) faire de nouvelles conquêtes féminines en proposant une assistance gratuite aux belles femmes, je peux prolonger la liste de ces fameuses références, toutes les lettres de l'alphabet y passeraient

Quant à la question des responsables hiérarchiques, existent-ils vraiment ? J'en doute. Depuis le temps que je fréquente tous ces lieux que je viens de citer plus haut, je n'ai jamais vu un de ces messieurs venir remettre à sa place un subalterne zélé quand celui-ci se conduit d'une façon déplorable envers un client de ces lieux.

Lorsque l'on constate l'impunité dont jouissent ces subordonnés, on devine, sans être devin, qu'ils jouissent de solides protections des cadres haut placés de l'entreprise ou de l'administration qui les emploie.

Un ami DRH, directeur des ressources humaines, ne supportant plus les procédures, peu conventionnelles, dont se font les recrutements pour ces types de postes et qui a fini par claquer la porte pour partir en retraite anticipée, m'a expliqué qu'il ne pouvait plus cautionner et être complice des agissements inacceptables et honteux de ses supérieurs dès qu'il s'agit du moindre petit recrutement, c'est la course, entre eux, à qui veut placer un membre de sa famille ou de ses amis.

Il m'a avoué ceci : «Ils m'ont tellement conditionné qu'au lieu de poser les questions qu'exigent mon poste et ma conscience à la personne en face de moi qui postule au poste travail, niveau d'instruction, diplômes, expérience et qualification, je me suis rabaissé à m'enquérir uniquement sur le degré du lien de parenté qui lie ce postulant à tel ou tel responsable de notre entreprise.»

Il m'a aussi raconté : «Un jour, pour un seul poste de travail, je reçois deux candidates, la première une jeune fille, dynamique et pleine d'énergie, s'est présentée devant moi pour un poste de secrétaire, elle avait toutes les compétences requises, un bac avec mention, une formation de secrétariat, se débrouille aussi bien en arabe, en français qu'en anglais et avait une excellente maîtrise de l'outil informatique, c'était la perle rare qui convenait parfaitement à la fonction de secrétaire, la deuxième une fille renfermée et morose, sans aucune qualification, qui a échoué plusieurs fois au bac, ne maîtrisant aucune langue et l'informatique la rebute, elle avait comme seul atout, non négligeable, un lien de parenté avec un haut responsable, je vous laisse le soin de deviner qui a été recrutée.»

Aujourd'hui, sans risque de me tromper, je peux affirmer que 90 %, et peut-être même plus, des embauches se font sur recommandation, il suffit d'avoir un membre de sa famille ou une connaissance dans les hautes sphères, pour pouvoir changer de poste et de métier comme de chemise. Les compétences, les diplômes et les qualifications ne servent plus à rien, on constate cela en observant l'arrogance des agents de sécurité et l'incompétence de toutes ces personnes qui travaillent derrière les bureaux de presque toutes nos administrations et de toutes nos entreprises.

C'est ce qui explique, peut-être, qu'il arrive que l'on retrouve des majors de promotion sortis de nos grandes universités, dans des barques de fortune à destination de l'autre côté de la Méditerranée où ils pensent avoir plus de chances de décrocher un job.

Halim de Béjaïa

L'AIR DU TEMPS

«Comment danser ?»

Avec toi, comment danser ?
toi la mer, que j'ai invitée.
où est donc ta robe bleue ?
où s'est-elle envolée ?
sûrement cette sirène futée
te l'a dérobée,
pour rendre ses yeux colorés
encore plus bleus.
avec toi soleil, comment danser ?
tu es fade, où est ta clarté ?
sans doute, c'est cette fée
qui te l'a confisquée,
pour rendre ses cheveux plus dorés.
et toi rossignol, d'habitude trop gai,
où est cette voix au timbre
recherché ?
serait-ce cette diva effrontée
qui te l'a empruntée
pour inonder de ses sonorités,
cet opéra, d'invités, bondé.
malgré tout, j'ai envie de danser,
mais mes membres ne veulent plus
bouger,
tellement l'orchestre est timoré.

Medjdoub Ali - Chef

TEXTO… Ali de Boghni, où es-tu ? J'étais dans le car Tizi-Alger. Il pleuvait et tu avais une belle chanson kabyle dans ton portable. C'était le 30 mars 2009. J'attends ton coup de fil (de la part de Fazia)

Ecrire à : voxtexto@ymail.com